

### *Billet bibliographique*



#### « Dans nos bibliothèques au mois de janvier 2021 »

*Ce **Billet bibliographique mensuel**, qui entre dans sa quatrième année d'existence, est destiné à faire connaître les références des publications récentes en **finances publiques et droit fiscal** (pour cette livraison : travaux parus ou diffusés en **janvier 2021**). Les publications figurant dans ce Billet nous ont été soit signalées par les auteurs (que nous remercions une nouvelle fois pour les nombreuses réponses reçues), soit repérées (sélection non exhaustive) par les rédacteurs du Billet. Ce Billet bibliographique n'a d'autre ambition que d'être un aide-mémoire.*

## Ouvrages

● BILOUGA Steve Thiery, *Finances publiques camerounaises : Budgets - Impôts - Douanes - Comptabilité publique*, L'Harmattan, coll. Finances publiques, (janvier) 2021, 700 p., préface L. P. MOTAZE

● BOMMIER Loup, *l'objectif de neutralité du droit fiscal comme fondement d'une imposition unitaire de l'entreprise*, LGDJ, coll. Biblio. de finances publiques et fiscalité, tome 73, (janvier) 2021, 522 p., préface D. GUTMANN

*La neutralité est l'un des principaux sujets de recherche en fiscalité. Quoiqu'elle revête de multiples acceptions juridiques ou économiques, il est généralement admis que l'impôt ne peut être neutre. Alors qu'une revue de la littérature aurait consisté à faire la litanie des dispositifs fiscaux générant des distorsions, ou des multiples mesures visant à les réduire, la présente thèse s'emploie à démontrer que la neutralité du droit fiscal est une réalité de la fiscalité des entreprises, une construction à la fois législative et prétorienne. En proposant de penser la neutralité comme fondement d'une imposition unitaire de l'entreprise, il est alors possible de reconnaître au droit fiscal des affaires une certaine cohérence, au-delà de l'instabilité de la norme.*

*Tendant à imposer l'entreprise comme entité unique, le droit fiscal assure ainsi une égalité de traitement entre les différentes formes d'organisation juridique de l'entreprise et garantit corrélativement une certaine liberté dans l'organisation de cette dernière. Cette approche originale de l'imposition unitaire permet de penser ensemble les dispositifs relatifs à l'élimination des doubles impositions juridiques et économiques, des doubles non-impositions ou des doubles déductions. Sans aller jusqu'à donner à l'objectif de neutralité un rang de principe, un tel objectif conduit néanmoins à déroger aux principes de personnalité et de territorialité de l'impôt, et à formuler d'utiles propositions. [présentation de l'éditeur]*

● COLLET Martin, *Droit fiscal*, PUF, 9<sup>ème</sup> éd., (janvier) 2021, 461 p.

● DAMAREY Stéphanie, *Essentiel des finances publiques 2021*, Gualino - Lextenso Editions, Coll. Les Carrés, 9<sup>ème</sup> éd., (janvier) 2021, 157 p.

● DEFLINE Julien, *Le Ministre des finances sous la Ve République*, LGDJ, coll. Biblio. de finances publiques et fiscalité, tome 72, (janvier) 2021, 498 p., préface G. ORSONI

*Il est de bon ton d'admettre, puisque l'image se dessine dans nombre de travaux universitaires, que le ministre des Finances est, sous la Ve République, un « super-ministre dont l'influence contrebalance celle du chef du Gouvernement », un « deuxième Premier ministre », ou encore un « ministre universel ». Grâce à ses pouvoirs et à ses compétences, le ministre des Finances disposerait d'une supériorité sans appel que beaucoup considèrent comme incontestable sous la Ve République. Si l'affirmation d'une puissance semble se dégager des écrits portant sur le ministre des Finances sous la Ve République, une étude approfondie laisse apparaître d'incontestables limites le contraignant, remettant en cause cette prétendue hégémonie au sein de nos institutions. Des servitudes de toutes parts et de plus en plus présentes viennent atténuer cette image mythique glorifiant la fonction. Cette démonstration est réalisée en deux temps. Dans un premier temps, il est établi qu'il n'existe aucune hégémonie administrative du ministre des Finances, malgré certains particularismes dus à la matière financière. Il est, en tant qu'autorité administrative, essentiellement assimilable à un ministre ordinaire. Dans un second temps, il est prouvé qu'il existe bien une certaine hégémonie politique du ministre des Finances. Cependant, celle-ci a connu un affaiblissement au cours de la Ve République, même si les événements ne sont pas parvenus à en faire une autorité politique ordinaire. [présentation de l'éditeur]*

● DIOUKHANE Abdourahmane, *Les finances publiques dans l'UEOMA*, L'Harmattan, coll. Finances publiques, 2<sup>ème</sup> éd., (janvier) 2021, 486 p.

- Les économistes atterrés, *La dette publique. Précis d'économie citoyenne*, Seuil, (janvier) 2021, 244 p.

*Un traité d'économie citoyenne qui tombe à pic. Après le choc de la crise économique enclenchée en 2020, l'explosion de la dette publique sera au coeur des débats de politique économique. Les auteurs déconstruisent les idées reçues les plus tenaces sur ce sujet : la dette publique est un fardeau pour les générations futures ; la France vit au-dessus de ses moyens, etc. Ce faisant, ils produisent un petit manuel sur le budget de l'État, les modalités de son financement, les limites et les erreurs d'interprétation du ratio dette/PIB, la distinction entre bonne et mauvaise dette, la façon dont la dette publique enrichit les riches ou peut être utilisée comme un instrument de domination. Ils explicitent aussi les moyens qui permettraient aux États d'affronter la récession en évitant le retour contreproductif des cures d'austérité : restructuration et monétisation de la dette, sortie de la dépendance aux marchés financiers et nouveau rôle de la Banque centrale, réforme fiscale redistributive et écologique, politique budgétaire au coeur de la transition écologique. Ces propositions, soumises au débat citoyen, entendent faire de la dette publique un instrument au service du bien commun. [présentation de l'éditeur]*

- LENIAUD Jean-Michel et Comité d'histoire de la Cour des comptes, *La Cour des comptes au Palais d'Orsay : chronique d'un drame de pierre*, La Documentation française, 2021, 152 pages, 92 illustrations

- NDZANA BILOA Alain Symphorien, *Un système fiscal international 3G pour financer le développement durable*, Editions du Panthéon, (janvier) 2021, 344 p

\*\*\*

## Articles

### A signaler

- Dossier « Géographie et Finances publiques » (dir. Eloïse BEAUVIRONNET et Jean-François BOUDET), *Revue Pyramides* (Revue du Centre d'études et de Recherches en Administration Publique), n° 29 bis
- Articles en lien avec la loi de finances pour 2021
- Références autour de l'affaire *Conversant International Ltd*

### Rappel

Au mois de janvier est paru le numéro 8 (deuxième semestre 2020) de la *Revue Africaine de Finances publiques (RAFiP)*, qui a été transmis, sous format PDF, à tous les membres de la SFFP ; nous renvoyons à cet envoi pour y trouver les articles parus.

### Annonce

Sylvie SCHMITT est devenue secrétaire générale de la *Revue semestrielle de droit animalier*, dans laquelle elle est déjà en charge de la rubrique de droit fiscal. Les membres de la SFFP peuvent lui proposer des articles de droit fiscal ou de finances publiques en lien avec le droit animalier.

Contact : [sylvie.schmitt@univ-tln.fr](mailto:sylvie.schmitt@univ-tln.fr)

- AGULHON Vincent, DERO Cyrille, MOGNETTI Nathalie, MARTIN Philippe, POURREAU Christophe, SILBERZTEIN Caroline, DESHAYES Béatrice, WAHL Sabine, PERRAUD Gaël, « Fiscalité par temps de crise : de la gestion des aides à la gestion des pertes. Les grands principes fiscaux sous tension », *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 115
- ALLARD Marie-Odile, DUFOUR Anne-Claire, ECHENE Denys, GUILLET Stéphane, GUILLOT Paule, MOYSAN Émilie, STEPHAN Alain, « Chronique de jurisprudence des juridictions financières (novembre 2019-mai 2020) », *Petites affiches*, 2021 (14 janvier 2021), n° 10, p. 3
- ARNAUD-EMERY Alexandra, « Dispositions patrimoniales des lois de finances rectificatives pour 2020 », *Revue fiscale du patrimoine*, 2021, n° 1, p. 31
- AYACHE Laurent, « Chronique de la jurisprudence française et européenne relative aux aides d'Etat (janvier 2019-décembre 2019) », *RUE*, 2021, n° 644, p. 32
- BAUD Dominique, BONNEMAINS Anouk et DUVILLARD Sylvie, « Un outil de représentation du droit : la spatialisation des biens collectifs dans les Alpes du Nord », *Revue Pyramides* (Revue du Centre d'études et de Recherches en Administration Publique), n° 29 bis, p. 223
- BEAUVIRONNET Eloïse et BOUDET Jean-François, « La géographie des Finances publiques », *Revue Pyramides* (Revue du Centre d'études et de Recherches en Administration Publique), n° 29 bis, p. 7
- CABANNES Xavier et PARIENTE Alain, « Inscrivons les finances publiques dans le temps longs », *Le Cercle-Les Echos*, 26 janvier 2021 (<https://www.lesechos.fr/idees-debats/cercle/opinion-inscrivons-les-finances-publiques-dans-le-temps-long-1284465>)
- CALMETTE Jean-François, « Brèves remarques juridiques sur le rapport "Bassères" », *JCP. éd. A*, 2021. n° 2040
- CAVALIER Georges, « Des groupes de sociétés à l'entreprise élargie en droit fiscal européen et international », in Blandine Rolland (dir.), *L'entreprise élargie et son droit*, Mare & Martin, (janvier) 2021, p. 157
- COIN Raphaël, « Approche empirique des ajustements de la politique de prix de transfert en période de crise... », *JCP éd. E*, 2021 (21 janvier 2021, n° 3), n° 1041
- COSSON Bertrand, « Aspects fiscaux et sociaux de la location meublée en France par des non-résidents », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 1
- DAMAREY Stéphanie, (Itw) « Bataille juridique autour de la dissolution du CCIF », *Le Monde* 1er janv. / 2 janvier 2021, article signé Cécile Chambraud et Jean-Baptiste Jacquin (à propos des dissolutions administratives d'associations)
- DAMAREY Stéphanie, « Les appels d'offre ou les associations et la commande publique », in « Projet associatif le financement dans tous ses états », *Juris associations Dalloz*, hors série, Janvier 2021, p. 161.
- DAMAREY Stéphanie, (Itw) « Amue, La responsabilité des comptables publics est appelée à évoluer » (propos recueillis par Antoine Schwartz), 5 janvier 2021 (<http://amue.fr/finances/metier/articles/article/la-responsabilite-des-gestionnaires-publics-est-appelée-a-evoluer/>)

- DAMAREY Stéphanie, « Pour un droit de la responsabilité financière des membres du gouvernement », Note pour l'Observatoire de l'Ethique Publique, 27 janvier 2021 (<https://twitter.com/ObservatoireEP/status/1354422471156490240/photo/1>)
- DAMAREY Stéphanie, (Itw) « Il faut mettre fin à l'irresponsabilité financière des ministres », (propos recueillis par Barthélémy Philippe), *Capital magazine*, 27 janvier 2021 (<https://www.capital.fr/economie-politique/il-faut-mettre-fin-a-lirresponsabilite-financiere-des-ministres-1392157?r=0.19876269938630897>)
- DEBAT Olivier et FERRE Mathieu, « Les mesures phares de la loi de finances pour 2021 », *JCP éd. N*, 2021 (8 janvier 2021, n° 1), Ap. rapide 100
- DEBOISSY Florence et WICKER Guillaume, « La qualification d'établissement stable déduite de la réalité du pouvoir d'engager la société étrangère : un coup d'arrêt aux montages contractuels purement formels » (note sous CE, 11 décembre 2020, avec les concl. L. CYTERMANN), *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 117
  - ▶ Lien vers l'arrêt : <https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042659592?isSuggest=true>
- DEBOISSY Florence et WICKER Guillaume, « Taxer le capital immobilier, et seulement le capital immobilier, quel que soit son mode de détention », *Ingénierie Patrimoniale*, n° 1, 2021
- DEGRON Robin, « Une géographie politique sous contrainte financière : Le cas de la France et de ses territoires en Europe », *Revue Pyramides* (Revue du Centre d'études et de Recherches en Administration Publique), n° 29 bis, p. 173
- DELSOL Xavier et LAROCHE Arnaud, « Premières précisions doctrinales relatives au régime fiscal du fonds de pérennité. A propos de BOI-BIC-PVMV-30-30-130, 6 août 2020 », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 1
- DINH Emmanuel, « Notion de « régime fiscal privilégié » : dernières tendances », *JCP éd. E*, 2021 (14 janvier 2021, n° 2), n° 1013
- Dossier : commentaire de la loi de finances pour 2021, *Revue de droit fiscal*, 2021 (n° 1-2 et n° 3)
- DOUAT Etienne, « Libres-propos sur la géographie des finances publiques », *Revue Pyramides* (Revue du Centre d'études et de Recherches en Administration Publique), n° 29 bis, p. 91
- EMIEL Philippe et BRECHET Alix, « Fiscalité des marchands de biens », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 1
- FRULEUX François, « Loi de finances pour 2021 et droits de mutation à titre gratuit : stabilité », *JCP éd. N*, 2021 (22 janvier 2021, n° 3), Ap. rapide 156
- FRULEUX François, « Loi de finances pour 2021 : enregistrement des testaments et des donations *mortis causa*. À propos de l'article 156 de la loi de finances pour 2021 », *JCP éd. N*, 2021 (15 janvier 2021, n° 2), Ap. rapide 128
- GERMAIN Jérôme, « Chronique de finances publiques : la loi de finances initiale pour 2021 », *La Revue Hebdo édition fiscale*, n° 849, Lexbase (en ligne), 7 janvier 2021
- GERMAIN Jérôme, « Les propositions du président Macron relatives à l'Union économique et monétaire », in D. Hüser et Hans-Christian Herrmann (dir.), *Macrons neues Frankreich / La nouvelle*

*France de Macron. Hintergründe, Reformansätze und deutsch-französische Perspektiven / Contextes, ébauches de réforme et perspectives franco-allemandes*, Bielefeld, transcript Verlag, 2020.

● GOUTHIERÈ Bruno, « Un agent dépendant qui décide de transactions caractérise un établissement stable même s'il ne les conclut pas formellement », À propos de CE, plén. fisc., 11 déc. 2020, n° 420174, *Min. c/ Conversant International Ltd* », *Revue de droit fiscal*, 2021, n° 1-2, ap. rapide, p. 4,

► Lien vers l'arrêt : voir à DEBOISSY Florence et WICKER Guillaume

● HEUGUEBART Léo et TOUCHELAY Béatrice, « Inégalités territoriales et finances publiques, l'exemple de la maladie de Crohn dans le Nord de la France », *Revue Pyramides* (Revue du Centre d'études et de Recherches en Administration Publique), n° 29 bis, p. 107

● HOUSER Matthieu, « Le financement de la lutte contre les discriminations par les collectivités territoriales françaises », in Catherine Le Bris (dir.), *Les droits de l'homme à l'épreuve du local*, Mare & Martin, vol. 1, 2020, p. 61

● HOUSER Matthieu, « Droits de l'homme et l'égalité financière des collectivités territoriales », in Catherine Le Bris (dir.), *Les droits de l'homme à l'épreuve du local*, Mare & Martin, vol. 1, 2020, p. 127

● HOUSER Matthieu, « Loi de finances pour 2021 : une loi de transition pour des finances incertaines », *AJCT*, 2021, n° 1, p. 26

● HOMO Benjamin, VIDEAU Julia et VERGNET Nicolas, « Loi de finances pour 2021 : la fiscalité au chevet des entreprises », *JCP, éd. E*, 2021 (7 janvier 2021, n° 5), n° 1005

● KANDOLO MUNDEKE Médard, « Les ressources naturelles : causes d'insécurité dans les zones frontalières de la République démocratique du Congo », *Revue Pyramides* (Revue du Centre d'études et de Recherches en Administration Publique), n° 29 bis, p. 155

● KOUBI Geneviève, « Périmètres juridiques et phénomènes naturels : espaces construits entre géographie, droit et financements publics », *Revue Pyramides* (Revue du Centre d'études et de Recherches en Administration Publique), n° 29 bis, p. 199

● LANDREAU Marc et DESTHOMAS Cécile, « Situations fiscales franco-belges : une articulation des normes souvent complexe », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 1

● LEVOYER Loïc, « Handicap et espaces : financer l'accessibilité », in S. Benbelli, F. Faberon-Tourette (dir.), *Handicap et Espaces*, PU Blaise Pascal, coll. Cohésion, handicap et citoyenneté, 2020, p. 59

● LEVY Jacques, « Les espaces de l'argent public », *Revue Pyramides* (Revue du Centre d'études et de Recherches en Administration Publique), n° 29 bis, p. 247

● LUBIN Jean-Jacques, « Quelle fiscalité pour les droits réels de jouissance spéciale ? », *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 1

● MAITROT DE LA MOTTE Alexandre et JAUNE Renaud, « L'invention de l'établissement stable », *Revue de droit fiscal*, 2021, comm. 116

● MALHERBE Jacques, « Regime of Mergers and Acquisitions in European Union Law: State of Play in 2020 », in Liber Amicorum Stefaan van Crombrugge, Roeselaere, Roularta, 2020, p. 317

● MALHERBE Jacques, « La déclaration obligatoire des dispositifs fiscaux transfrontaliers et l'avocat », *Journal des Tribunaux* (Belgique), 2020, p. 812

● MALHERBE Jacques, « La déclaration obligatoire des dispositifs transfrontières – Directive DAC 6 du 25 mai 2018 et la loi du 20 décembre 2019 », *Revue générale du Contentieux fiscal* (Belgique), 2020, p. 29

● MESMIN d'ESTIENNE Jeanne, « Flux humains, contraintes géographiques et finances publiques : la France une terre d'asile au prisme des contraintes budgétaires », *Revue Pyramides* (Revue du Centre d'études et de Recherches en Administration Publique), n° 29 bis, p. 37

● MICHEL Marc, « Les principales mesures de la loi de finances pour 2021 relatives à la fiscalité patrimoniale », *Revue fiscale du patrimoine*, 2021, n° 1, p. 12

● NICINSKI Sophie, « La redevance d'archéologie préventive est une aide d'Etat illégale » (note sous CAA Nantes, 23 octobre 2020, *Ministre de la culture et de la communication c/Sté Les Sablières de l'Atlantique*), *AJDA*, 2021, p. 103

► Lien vers l'arrêt :

[https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042471534?fonds=CE TAT&page=1&pageSize=10&query=Les+Sabli%C3%A8res+de+l%E2%80%99Atlantique&searchField=ALL&searchType=ALL&tab\\_selection=all&type\\_Pagination=DEFAULT](https://www.legifrance.gouv.fr/ceta/id/CETATEXT000042471534?fonds=CE TAT&page=1&pageSize=10&query=Les+Sabli%C3%A8res+de+l%E2%80%99Atlantique&searchField=ALL&searchType=ALL&tab_selection=all&type_Pagination=DEFAULT)

● OLIVIER Alexandre, « Rappel fiscal des donations antérieurement consenties hors du champ de l'impôt français : quand ? pourquoi ? vraiment ? » *Ingénierie Patrimoniale*, 2021, n° 1

● ORSONI Gilbert, « De quelques écueils à éviter dans la mise en place de la nouvelle gouvernance financière », *Liber amicorum en l'honneur du professeur Ahmed Essoussi*, La Maghrébine, Tunisie, 2020

● ORSONI Gilbert, « Compte rendu de Mathurin Mbounou-Ngopo, *La fiscalité et l'impératif de développement en Centrafrique* (L'Harmattan, 2020, préf. Thierry Lambert) », *Revue européenne et internationale de droit fiscal*, n° 2, 2020

● PANDO Annabelle, « Loi de finances pour 2021 : les mesures pour les entreprises et les professionnels », *Petites affiches*, 2021 (27 janvier 2021), n° 19, p. 5

● PANDO Annabelle, « Loi de finances pour 2021 : les mesures concernant les particuliers », *Petites affiches*, 2021 (22 janvier 2021), n° 16, p. 3

● PERROTIN Frédérique, « L'évolution des dépenses fiscales », *Petites affiches*, 2021 (25 janvier), n° 17, p. 4

● PERROTIN Frédérique, « Contrôle fiscal et intelligence artificielle des résultats prometteurs », *Petites affiches*, 2021 (20 janvier), n° 14, p. 4

● PERROTIN Frédérique, « Procédures de régularisation fiscale : la nouvelle édition de la charte des droits et obligations du contribuable vérifié », *Petites affiches*, 2021 (15 janvier), n° 11, p. 3

● PIERUCCI Christophe, « Le financement du droit à la culture et les collectivités territoriales », in Catherine Le Bris (dir.), *Les droits de l'homme à l'épreuve du local*, vol. 2, Mare et Martin, 2021, p. 155

● PIERUCCI Christophe, « La contribution financière des collectivités territoriales à la réalisation du droit au logement », in Catherine Le Bris (dir.), *Les droits de l'homme à l'épreuve du local*, vol. 2, Mare et Martin, 2021, p. 221

- RIVIÈRE Bruno, « Prestation compensatoire : champ d'application de la réduction d'impôt et de la déductibilité du revenu global », *Revue fiscale du patrimoine*, 2021, n° 1, p. 39
- SAOUDI Messaoudi, « La fiscalité géographique dérogatoire en territoires métropolitain et ultramarin », *Revue Pyramides* (Revue du Centre d'études et de Recherches en Administration Publique), n° 29 bis, p. 65
- SÉRANDOURE Yolande, « La TVA sur les services numériques fournis en France par l'établissement stable d'une société irlandaise, À propos de CE, plén. fisc., 11 déc. 2020, n° 420174, *Min. c/ Conversant International Ltd* », *Revue de droit fiscal*, 2021, n° 1-2, ap. rapide, p. 8

► Lien vers l'arrêt : voir à DEBOISSY Florence et WICKER Guillaume

- SCHMITT Sylvie, « L'imposition des activités d'abattage et de fabrication de foie gras à la cotisation foncière des entreprises », *Revue semestrielle de droit animalier*, 2020, n° 2, p. 219  
<https://idedh.edu.umontpellier.fr/files/2021/01/RDSA-2-2020.pdf>
- WUNGUDI MUKANGA (François Yves), « Incidence des ressources naturelles dans la politique congolaise », *Revue Pyramides* (Revue du Centre d'études et de Recherches en Administration Publique), n° 29 bis, p. 135

\*\*\*

► **Rapports récents de la Cour des comptes** (mis en ligne en janvier 2021) :

- Les relations entre l'Etat et ses opérateurs (rapport mis en ligne le 27 janvier)  
<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2021-01/20210127-132-6-relations-Etat-operateurs.pdf>
- L'enseignement supérieur en arts plastiques (rapport mis en ligne le 20 janvier)  
<https://www.ccomptes.fr/sites/default/files/2021-01/20210120-58-2-enseignement-superieur-arts-plastiques.pdf>

A voir aussi : « JF2025, le nouveau projet stratégique des juridictions financières »  
<https://www.ccomptes.fr/fr/actualites/jf2025-le-nouveau-projet-strategique-des-juridictions-financieres>

► **Publications de la Cour des comptes européenne** (mis en ligne en janvier 2021)

- Rapport spécial 03/2021 : Échange d'informations fiscales dans l'UE: le système est solide, mais sa mise en oeuvre laisse à désirer (mis en ligne le 26 janvier) :  
[https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR21\\_03/SR\\_Exchange\\_tax\\_inform\\_FR.pdf](https://www.eca.europa.eu/Lists/ECADocuments/SR21_03/SR_Exchange_tax_inform_FR.pdf)

► **Parlement** : rapports (mis en ligne en janvier 2021) :

Pour les rapports relatifs aux PLF 2021, PLFSS 2021 et PLFR 2020 (4), voir *Billets* antérieurs avec les liens vers dossiers législatifs complets.



*Assemblée nationale* (pour mémoire)

*Sénat*

- Rapport n° 306 (2020-2021) sur le projet de loi autorisant l'approbation de la décision (UE, Euratom) 2020/2053 du Conseil du 14 décembre 2020 relative au système des ressources propres de l'Union européenne et abrogeant la décision 2014/335/UE, Euratom  
<http://www.senat.fr/rap/120-306/120-306.html>

- Rapport n° 301 (2020-2021) sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Principauté de Monaco relatif au régime fiscal des dons et legs faits aux personnes publiques et aux organismes à but désintéressé  
<http://www.senat.fr/rap/120-301/120-301.html>

- Rapport n° 289 (2020-2021) sur le projet de loi autorisant l'approbation de l'accord de coopération entre le Gouvernement de la République française et les Gouvernements des États membres de l'Union monétaire ouest-africaine  
<http://www.senat.fr/rap/120-289/120-289.html>

► Parlement européen (pour mémoire)

► Ouvrages et articles intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Gallica** (pour mémoire)

► Ouvrages, articles et études intéressant les finances publiques mis en ligne sur le site **Fondafip** en janvier 2021 :

- « Réflexion sur l'application de la loi organique par le Parlement », par D. STRAUSS KAHN, *RFFP*, 1989, n° 26 :  
<http://www.fondafip.org/mediatheque/reflexion-sur-lapplication-de-la-loi-organique-par-le-parlement-par-d-strauss-kahn-in-rffp-ndegree26-1989>

► **Divers**

**FMI**

Mise à jour du *Moniteur des finances publiques*, janvier 2021 :  
<https://www.imf.org/fr/Publications/FM/Issues/2021/01/20/fiscal-monitor-update-january-2021>

Mise à jour du *Rapport sur la stabilité financière dans le monde*, janvier 2021 :  
<https://www.imf.org/fr/Publications/GFSR/Issues/2021/01/27/global-financial-stability-report-january-2021-update>

Mise à jour des *Perspectives de l'économie mondiale*, janvier 2021 :  
<https://www.imf.org/fr/Publications/WEO/Issues/2021/01/26/2021-world-economic-outlook-update>

## **OCDE**

*Financement climatique fourni et mobilisé par les pays développés en 2013-2018*, janvier 2021, 65 p.

## **France Stratégie**

*La place de la complémentaire santé et prévoyance en France* (mis en ligne le 7 janvier) :  
<https://www.strategie.gouv.fr/publications/place-de-complementaire-sante-prevoyance-france>

## **Banque de France et BCE**

*Bulletin économique de la BCE*, n° 8/2020 :  
[https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/bulletin-economique-de-la-bce\\_8\\_fr.pdf](https://publications.banque-france.fr/sites/default/files/medias/documents/bulletin-economique-de-la-bce_8_fr.pdf)

## **AFT**

*Bulletin mensuel*, n° 368, janvier 2021 :  
[https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7\\_Publications/7.2\\_BM/368\\_Bulletin%20mensuel%20janvier%202021.pdf](https://www.aft.gouv.fr/files/medias-aft/7_Publications/7.2_BM/368_Bulletin%20mensuel%20janvier%202021.pdf)

### **Publication de la SFFP**

Pour tout contact : [sffpmail@gmail.com](mailto:sffpmail@gmail.com)



@SFFP2017

**Le Billet bibliographique est un supplément mensuel (11 n°/an) de *La Lettre* de la SFFP**

**ISSN : 2608-5690**